



# Communiqué de presse

Paris, le 28 août 2023

## Conférence de presse de rentrée : des annonces réchauffées, quelques vrais changements et de nouvelles stigmatisations

Gabriel Attal, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, a tenu une conférence de presse ce lundi 28 août pour présenter et actualiser les grandes orientations ministérielles pour l'année scolaire 2023-2024. Il s'agissait pour l'essentiel de mesures déjà connues et déjà explicitées dans [la circulaire de rentrée](#) signée par son prédécesseur mais certaines annonces nouvelles montrent que la mobilisation des personnels de l'éducation a été entendue, en particulier concernant l'organisation du baccalauréat.

### Des annonces réchauffées

Sans surprise, Gabriel Attal n'a pas chamboulé le ministère à quelques jours de la rentrée scolaire et a repris à son compte les grands chantiers déjà lancés au cours de l'année passée. En matière de rémunération, le nouveau ministre, même s'il n'assume pas la logique du « travailler plus pour gagner plus » au cœur du « Pacte », assure le service après-vente de cette politique d'heures supplémentaires pour les enseignant·es, dont SUD éducation dénonce le caractère individualiste et inégalitaire. Le « Pacte » ne fera en effet qu'accentuer les inégalités salariales entre hommes et femmes, déjà en grande partie dues aux indemnités pour des missions complémentaires. Pour apporter une vraie solution au remplacement des enseignant·es, qui ne doit pas être un prétexte pour saboter la formation continue, SUD éducation revendique la création massive de postes de remplaçant·es.

Par ailleurs, le patchwork de nouvelles primes n'apportent aucune solution durable au problème des bas salaires dans l'Éducation nationale. Pour SUD éducation, le dossier des salaires est loin d'être clos.

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



En ce qui concerne l'école primaire, le dédoublement des classes de grande section, de CP et de CE1 en éducation prioritaire et le plafonnement de ces mêmes classes à 24 hors éducation prioritaire n'ont rien de nouveau et l'accent mis sur les « savoirs fondamentaux » ne se traduit que par une attention plus forte sur la lecture en CP ou sur l'écriture d'un texte par semaine en CM2, comme si les enseignant·es de CP ou de CM2 n'étaient pas d'ores et déjà conscient·es des enjeux liés à la maîtrise de la lecture et de l'écriture. La mise en place de nouvelles évaluations nationales en CM1, dont SUD éducation continue de dénoncer le caractère inutile et chronophage, est confirmée et un « plan maternelle », sans doute aussi nébuleux que les précédents plans « mathématiques » et « français » doit être déployé.

Au collège, les annonces pompeuses sur une « nouvelle 6e » ne servent qu'à enrober la suppression de l'enseignement de la technologie au profit d'une heure hebdomadaire de soutien et d'accompagnement en français et en mathématiques dont les contours sont encore flous et qui ne semble finalement avoir été introduite que pour trouver des missions supplémentaires à proposer aux professeur·es des écoles et justifier ainsi le déploiement du « Pacte ».

## **Le détricotage des réformes Blanquer est confirmé**

La réforme du lycée et la réforme du baccalauréat décidées par Jean-Michel Blanquer continuent d'être détricotées, donnant raison aux personnels qui s'étaient massivement mobilisé·es contre ces mesures aux effets catastrophiques. Le nouveau ministre reconnaît ainsi que l'organisation des épreuves de spécialité en mars a désorganisé les établissements et est largement responsable de la désaffectation des lycées en fin d'année scolaire. Après la réintroduction des mathématiques dans le tronc commun en première, [l'annonce du report des épreuves de spécialité en juin](#) prouve une nouvelle fois qu'il serait plus judicieux pour les ministres d'entendre les critiques et les mobilisations des personnels plutôt que d'imposer des lubies de manière autoritaire. Ce précédent devrait instruire le ministre à l'heure où doit être mise en place une réforme du lycée professionnel tout autant décriée par les personnels.

SUD éducation avait porté auprès du ministre la nécessité de réduire le nombre de textes à l'épreuve anticipée de français et se félicite que cette revendication ait été entendue, même s'il reste encore de nombreux sujets à traiter pour réparer un lycée abîmé par les réformes Blanquer.

## **Une complaisance avec les discours réactionnaires et islamophobes**

En choisissant de mettre l'accent sur le retour de l'« autorité » et en stigmatisant de nouveau les élèves musulmanes ou supposées musulmanes par une interdiction de l'abaya qui ne manquera pas de générer de nombreuses situations humiliantes, Gabriel Attal renoue avec le discours passéiste et le dévoiement de la laïcité dont Jean-Michel Blanquer s'était fait le spécialiste.

Plutôt que de chercher à donner des gages aux réactionnaires qui applaudissent déjà le nouveau ministre, Gabriel Attal serait plus inspiré en donnant réellement à l'école les moyens d'assurer le bien-être de toutes les élèves. Ce n'est pas en mesurant la longueur des jupes des filles ou en estimant leur caractère plus ou moins couvrant que l'Éducation nationale se donnera les moyens de lutter contre le racisme et les discriminations ou d'œuvrer pour l'épanouissement des élèves.

SUD éducation dénonce cette nouvelle stigmatisation et revendique la mise en œuvre d'une politique ambitieuse qui ne se limite ni aux effets d'annonce ni au saupoudrage de mesures inefficaces. Donner des moyens pour le bien-être des élèves suppose des efforts massifs en faveur des quartiers populaires, notamment par la réintégration des lycées dans l'éducation prioritaire, par la baisse du nombre d'élèves par classe et par le recrutement massif de personnels, qui ne pourra se faire que par une revalorisation salariale sans condition.